

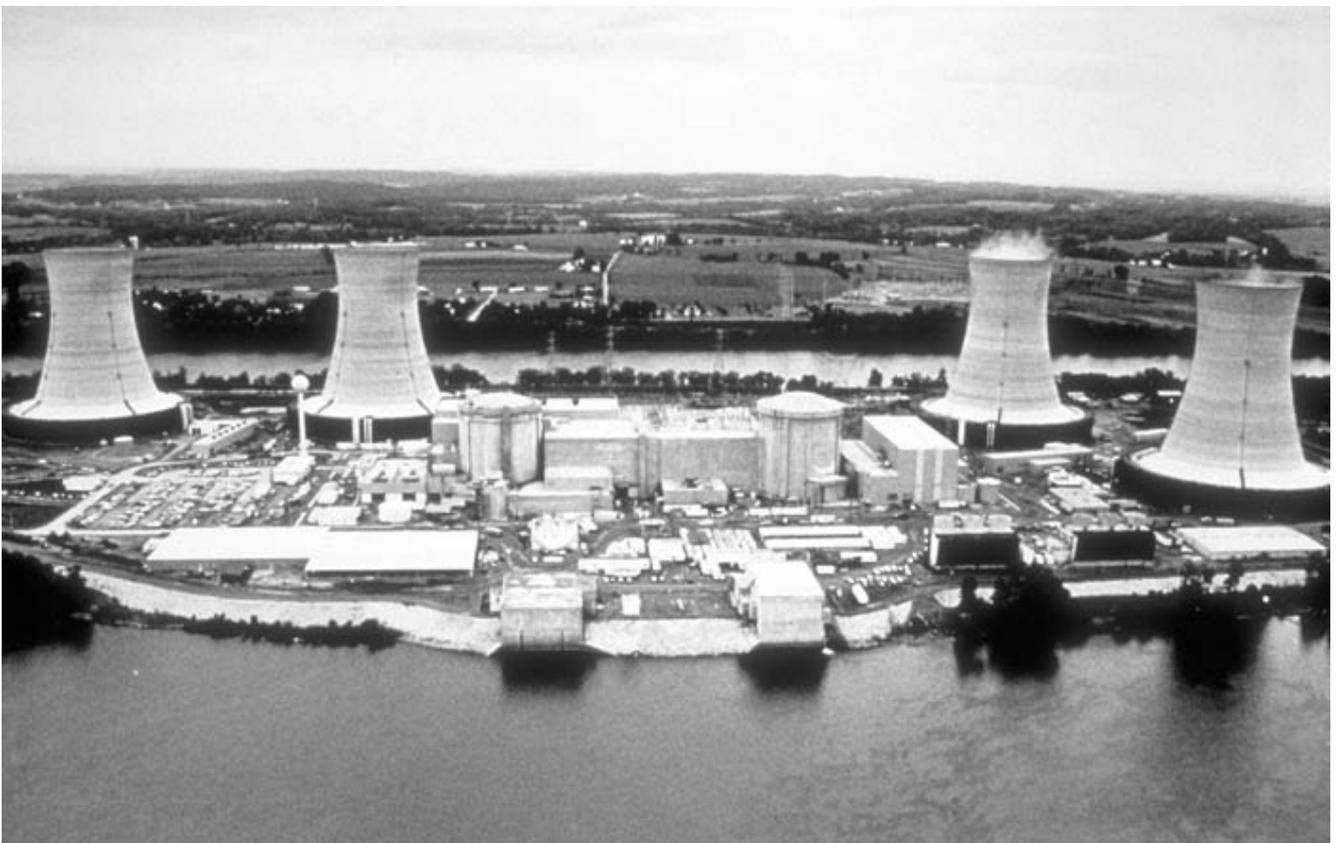
Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Au-pays-de-l-ultraliberalisme-folies-et-declin-du>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°81 > **Au pays de l'ultralibéralisme, folies et déclin du nucléaire.**

9 avril 2020

Au pays de l'ultralibéralisme, folies et déclin du nucléaire.

Les États-Unis possèdent le plus grand parc électronucléaire au monde : 98 réacteurs répartis dans 62 centrales. Tous fonctionnent à l'uranium enrichi et à l'eau légère [1] . À ces machines, il faut ajouter 307 réacteurs de recherche [2] . Et, depuis les années 1950, plus de 200 réacteurs ont été construits pour la propulsion de 16 navires et 191 sous-marins militaires.



Les centrales électronucléaires sont situées principalement dans l'est du pays, en Pennsylvanie et

dans l'Illinois. Leur puissance totale s'élève à environ 100 GW et elles génèrent 20 % de l'énergie électrique du pays.

Au fil des années, de nombreux réacteurs ont été arrêtés, mais plusieurs réacteurs de 'troisième génération', l'AP1000, sont en construction. Les multiples exploitants sollicitent la Nuclear Regulatory Commission (NRC) pour obtenir l'autorisation de prolonger le fonctionnement des réacteurs jusqu'à 60 ans, voire 80 ans.



Waste Isolation Pilot Plant (WIPP)

D'où provient l'uranium utilisé aux États-Unis ?

Au début du 20ème siècle, quelques mines permettaient de récupérer du radium. Mais la Seconde Guerre mondiale a provoqué une recherche effrénée d'uranium ; il fallait en effet fournir le matériau de base pour la confection des armes atomiques.

Pendant 50 ans, dans le centre du pays, plus de 4 000 mines ont fourni 225 millions de tonnes de minerai. D'ailleurs, jusqu'au début des années 1980, les États-Unis sont restés les premiers producteurs mondiaux d'uranium. De nombreuses nations amérindiennes ont été touchées par cette extraction mégalomane. De manière totalement cynique, les exploitants et scientifiques se sont bien gardés d'informer les travailleurs et les populations locales des risques liés à cette activité : émanations de radon, poussières radioactives, eaux contaminées. Certaines études épidémiologiques ont d'ailleurs mis en évidence une augmentation du nombre de cancers et de malformations congénitales. Aujourd'hui, beaucoup de ces mines restent polluantes et les Indiens dénoncent les atteintes à leur milieu de vie et à leur santé (voir à ce sujet l'interview de la militante amérindienne Leona Morgan page 20). La folie du projet Manhattan [3] qui a débouché sur les terribles bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, induit encore des victimes dans les populations autochtones des États-Unis, notamment au Nouveau-Mexique. Actuellement 87% de l'uranium est importé du Canada, d'Australie, de Russie et du Kazakhstan.



Three Mile Island

Et malgré les coûts inutiles de l'armement atomique, existent encore plus de 7 000 têtes de missiles nucléaires aux États-Unis. L'actuel président du pays persiste pourtant dans son choix d'hypothéquer l'avenir. Il faut dire que, depuis 'Trinity', premier essai de bombe atomique le 16 juillet 1945 dans le désert du Nevada, les États-Unis ont procédé à 1 056 explosions thermonucléaires, dont 928 sur le seul site du Nevada, resté très radioactif. Avec 210 essais aériens, ils ont ainsi largement contribué à augmenter le taux de radioactivité de l'atmosphère terrestre. Évidemment, les incidences et accidents ont été soigneusement minimisés, et l'intérêt de la dissuasion nucléaire souvent mis en avant.

En 1953, pour redorer les activités industrielles nucléaires, le président Eisenhower, a mis en avant la doctrine 'Atom for Peace' et a ainsi permis le développement de l'industrie nucléaire 'civile'. Dans une certaine euphorie, le programme nord-américain de construction de réacteurs électronucléaires est devenu un espoir, mais surtout un 'business'. Les installations se sont construites partout sur le territoire, jusqu'à ce qu'advienne l'accident de Three Miles Island. Le 28 mars 1979, cinq ans après sa mise en service, le cœur du réacteur 2 a fondu à 45 %. Par chance, la cuve du réacteur n'a pas cédé ; mais cela a libéré des particules radioactives (xénon, iode, etc.) dans l'environnement. Jimmy Carter, alors président, gèle partiellement le programme nucléaire nord-américain. Bien au-delà des frontières américaines, l'accident a révélé aux citoyens du monde les risques graves liés aux réacteurs nucléaires.

Et les déchets, qu'en font-ils ?



Depuis, les déchets radioactifs ont continué à s'accumuler. Aux États-Unis, la NRC préconise trois méthodes de stockage : en piscine, en surface à sec et en couche géologique. En sortie du réacteur, ils refroidissent en piscine, généralement pendant cinq ans. On estime qu'il existe actuellement environ 85 000 tonnes de combustibles usés stockés [4] .

Après les attentats de septembre 2001, les exigences de la NRC vis-à-vis des exploitants ont considérablement augmenté : atténuation des risques d'incendie et d'explosion, protection contre les chutes d'avion et attentats terroristes, tenue aux séismes et tornades, équipements d'urgence. Les sites de stockage sont nombreux et disséminés sur tout le territoire. L'un d'entre eux, appelé Waste Isolation Pilot Plant (WIPP), situé au Nouveau-Mexique, est destiné à accueillir notamment des déchets radioactifs à vie longue (américium, plutonium, transuraniens). Il est prévu d'y stocker dans une couche de sel à 800 mètres de profondeur jusqu'à 175 000 m³ de matières d'origine militaire, suite au programme international de réduction des armes atomiques. Quelques jours après un premier incident (départ de feu dans un stock de fûts), le 14 février 2014, des émanations radioactives sont détectées dans le système de ventilation et jusqu'à l'extérieur du site. Le plafond se serait effondré sur des fûts de stockage et certains d'entre eux se sont éventrés. Toute l'installation souterraine a été contaminée, le stockage n'a pu reprendre que trois ans plus tard.

Des accidents et incidents en pagaille

Les accidents dans la filière sont nombreux ; les incidents encore bien plus. Et comme en France, le prétexte du secret-défense est souvent mis en avant pour justifier l'omerta. Le temps qui passe révèle l'ampleur des négligences et des coûts environnementaux. Exemples parmi tant d'autres, les installations de Santa Susana (cf. encadré) et de Hanford. Ce dernier site a joué un rôle majeur dans le projet Manhattan, et la préparation du plutonium de la bombe Fat Man tombée sur Nagasaki. Cette

usine est en cours de démantèlement, mais le 9 mai 2017, le plafond s'est effondré sur une galerie contenant des wagonnets chargés de résidus issus du processus d'extraction de plutonium. Compte tenu des poussières radioactives, il a fallu confiner les 5 000 travailleurs du site, avant d'évacuer la plupart d'entre eux.



© Davide Besse

Un gouffre financier

Comme en France, la filière nucléaire ne maîtrise pas les coûts de ses réalisations. Pire encore, la construction d'une usine de conversion du plutonium militaire par le consortium franco-américain Areva Mox Services vient d'être annulée par le DOE [5]. Il s'agissait de rendre inutilisable 34 tonnes de plutonium en le transformant en combustible MOX [6] avant d'envoyer ces déchets à WIPP ! Vingt ans après un premier protocole d'accord, cette usine implantée à Savannah River en Caroline du Sud, chiffrée initialement à 1,4 milliard de dollars, n'existe toujours pas. Les travaux et les coûts ont dérapé jusqu'à 17 milliards de dollars, avec fausses factures et rétro-commissions. Faute de solution, il est d'ailleurs probable que les autorités américaines infligent de lourdes amendes à la France.

L'économie de marché américaine doute de plus en plus de la rentabilité de l'électronucléaire ; plus de treize réacteurs sont fermés. Seuls deux réacteurs AP1000 sont en construction, à Vogtle, en Géorgie. Mais en 2017, Westinghouse, la grande entreprise américaine du nucléaire qui les construit, a été placée en faillite judiciaire.

Cependant, le président Trump et le lobby nucléo-militaire poussent aux dépenses. De 2018 à 2023, la seule agence National Nuclear Security Administration (NNSA), avec 39 000 salariés, dispose de plus de 70 milliards de dollars pour 'moderniser' et maintenir l'arsenal nucléaire américain. Et la

décision de se retirer du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire n'est pas un signe de sortie de la folie du nucléaire. Surfant tantôt sur l'ignorance et l'omerta, tantôt sur le mensonge et la force, le cynisme ultralibéral est au pouvoir.

Bernard Cottier

Santa Susana

Le site laboratoire Santa Susana, situé près de Los Angeles en Californie, a développé des activités nucléaires de 1953 à 1980. S'y sont produits plusieurs accidents gravissimes, dont la fusion d'un cœur de réacteur refroidi au sodium le 26 juillet 1959. Des métaux lourds et particules radioactives (césium, strontium, iode, cobalt, plutonium, etc.) ont été répandus dans l'atmosphère. Les rejets de radioactivité ont été 400 fois plus importants qu'à Three Mile Island.

Cinq, puis dix ans plus tard, d'autres fusions de réacteurs ont eu lieu, mais à chaque fois, les accidents ont été cachés à la population. Et aujourd'hui, on recense de nombreux cas de cancers développés par d'ex-travailleurs du laboratoire et des personnes du voisinage de cette installation fermée en 2006 et 'théoriquement décontaminée'.

Notes

[1] 65 à eau pressurisée et 33 à eau bouillante.

[2] Source International Atomic Energy Agency (IAEA)

[3] Nom donné au projet de recherche qui produisit la première bombe atomique durant la Seconde Guerre mondiale.

[4] Les trois quart en piscines et le reste en fûts à sec.

[5] DOE : Department of Energy

[6] Combustible fabriqué à partir du plutonium issu du traitement du combustible usé et de l'uranium appauvri issu de l'étape d'enrichissement de l'uranium naturel.